

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN EST MARQUÉE PAR UNE RÉUNION SPÉCIALE AU PALAIS DES NATIONS

30 novembre 2009

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien a été célébrée aujourd'hui au Palais des Nations, à Genève, dans le cadre d'une réunion spéciale.

Présidant la réunion de commémoration à Genève, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Sergei Ordzhonikidze, a donné lecture du message adressé à cette occasion par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon.

Dans son message, le Secrétaire général souligne que le peuple palestinien continue de lutter pour son droit inaliénable à l'autodétermination. Il est essentiel qu'un État souverain de Palestine voie le jour, insiste-t-il. Le défi le plus important consiste à créer les conditions qui permettent aux parties d'être en confiance pour reprendre de véritables pourparlers de fond. Le Secrétaire général se dit profondément préoccupé par la poursuite des constructions de colonies de peuplement illégales, à Jérusalem-Est et dans le reste de la Cisjordanie. Tout en relevant l'annonce récente du Premier Ministre israélien de faire preuve de retenue en matière de colonies de peuplement, M. Ban rappelle que cette position est encore loin de répondre aux obligations qui sont celles d'Israël en vertu de la Feuille de route. Par ailleurs, le bouclage de Gaza doit être levé afin de permettre le flux sans entrave de l'aide humanitaire, des biens commerciaux et des personnes, insiste le Secrétaire général. Il demande enfin à Israël et à l'Autorité palestinienne de mener, sans délai, des enquêtes internes crédibles sur les allégations de violations graves des droits de l'homme liées au conflit à Gaza au début de cette année.

La réunion a également entendu des déclarations de représentants du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien; du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés; de la Ligue des États arabes; de l'Organisation de la Conférence islamique; du Mouvement des pays non alignés; de l'Union africaine; de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA); et de la Fédération générale des femmes arabes, au nom des organisations non gouvernementales accréditées auprès du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

L'Observateur permanent de la Palestine a pour sa part présenté un message de M. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, qui dénonce notamment la poursuite, par Israël, de sa politique de colonisation et de judaïsation de Jérusalem, donnant ainsi une dimension religieuse grave au conflit. Dans ce message, M. Abbas réitère toutefois son engagement en faveur d'une paix juste et durable – «à laquelle nous ne ferons jamais obstacle», ajoute-t-il.

Des messages ou des déclarations ont été reçues des chefs d'État de Turquie, du Sénégal, de la Tunisie et du Qatar, de la Présidence suédoise de l'Union européenne, des pays de l'Organisation de la Conférence islamique à Genève et du Groupe africain à Genève.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien est commémorée conformément à la résolution 32/40B de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1977.

Aperçu des déclarations

M. SERGEI ORDZHONIKIDZE, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a donné lecture du message adressé à cette occasion par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui rappelle qu'il y a soixante deux ans, l'Assemblée générale, dans sa résolution 181, avançait une vision de deux États. L'État d'Israël existe. Ce n'est pas le cas de l'État de Palestine. Le peuple palestinien continue de lutter pour son droit inaliénable à l'autodétermination, souligne M. Ban. La communauté internationale continue d'assister et de protéger le peuple palestinien, notamment à travers le travail des institutions des Nations Unies, au premier rang desquelles l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). De tels efforts humanitaires sont essentiels, mais ils ne sauraient suffire. Notre attention doit se concentrer avant tout sur une solution politique qui traite les causes du conflit, ajoute le Secrétaire général. Il est essentiel qu'un État souverain de Palestine voie le jour, insiste-t-il. Cela doit se faire sur la base des lignes de 1967, avec des échanges de terres concertés et une solution juste et concertée de la question des réfugiés, précise-t-il.

Le Secrétaire général salue l'engagement du Premier Ministre Netanyahu et du Président Abbas en faveur d'une solution fondée sur deux États, mais se dit profondément préoccupé que les pourparlers entre Israël et les Palestiniens aient été suspendus depuis près d'un an. Il ajoute soutenir l'engagement clair et les efforts des États-Unis afin de parvenir à une reprise de négociations significatives sur toutes les questions relatives au statut final. Le défi le plus important consiste à créer les conditions qui permettent aux parties d'être en confiance pour reprendre de véritables pourparlers de fond. Du côté palestinien, poursuit M. Ban, l'Autorité palestinienne a fait d'importants progrès pour ce qui est de s'acquitter de ses obligations en vertu de la Feuille de route en Cisjordanie. Il demande aux Palestiniens de lutter contre l'extrémisme violent et de s'abstenir de toute provocation, tout en poursuivant leur inflexible lutte pour créer leurs propres institutions étatiques. Ces efforts ont, du point de vue économique et sécuritaire, donné lieu à des améliorations qu'il convient de soutenir et d'élargir. M. Ban se réjouit des premiers pas faits par Israël pour contribuer à ces tendances positives et demande aux autorités israéliennes d'étendre ces mesures afin que le changement se traduise en véritable transformation.

Dans son message, le Secrétaire général se dit profondément préoccupé par la poursuite des constructions de colonies de peuplement illégales, à Jérusalem-Est et dans le reste de la Cisjordanie. Tout en relevant l'annonce récente du Premier Ministre Netanyahu de faire preuve de retenue en matière de colonies de peuplement, M. Ban rappelle que cette position est encore loin de répondre aux obligations qui sont celles d'Israël au titre de la Feuille de route - en particulier du fait de l'exclusion de Jérusalem-Est de cette annonce. Aussi, le Secrétaire général réitère-t-il son appel visant à ce qu'Israël respecte entièrement ses engagements en vertu de la Feuille de route, de geler toute activité de colonisation et de démanteler les avant-postes érigés depuis mars 2001. Par ailleurs, la barrière de séparation continue de restreindre l'accès des Palestiniens aux services sociaux essentiels, aux terres agricoles et à Jérusalem-Est.

Il reste urgent de trouver une solution durable à la crise à Gaza, poursuit M. Ban. Avec l'arrivée de l'hiver, la situation humanitaire y est un sujet de profonde préoccupation. Le bouclage de Gaza doit être levé, conformément à la résolution 1860 du Conseil de sécurité, afin de permettre le flux sans entrave de l'aide humanitaire, des biens commerciaux et des personnes, insiste le Secrétaire général. En outre, dix mois après la fin des hostilités à Gaza et au sud d'Israël, la question de la responsabilité pour les nombreuses informations sur des violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme n'a toujours pas été traitée de manière adéquate, estime M. Ban. Aussi, demande-t-il à Israël et aux autorités palestiniennes pertinentes de mener, sans délai, des enquêtes internes crédibles sur les allégations de violations graves des droits de l'homme liées au conflit à Gaza. La réunification de Gaza et de la Cisjordanie est également essentielle, car il ne saurait y avoir de solution de deux États sans territoire palestinien unifié, poursuit le Secrétaire général, soutenant les efforts de l'Égypte à cet égard. Pour leur part, conclut M. Ban, les Nations Unies continueront d'œuvrer pour une paix juste et durable au Moyen-Orient à travers des négociations basées sur les résolutions 242, 338, 1397, 1515 et 1850 du Conseil de sécurité, sur les accords antérieurs, sur le cadre de Madrid, sur la Feuille de route et sur l'Initiative de paix arabe.

Dans un message lu par M. DESRA PERCAYA d'Indonésie, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Paul Badji, souligne que les espoirs et aspirations des Palestiniens à vivre dans leur propre foyer ne sont toujours pas matérialisés. En Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza, des générations de Palestiniens ont vécu et vivent encore sous l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne. Les réfugiés palestiniens des camps établis en Jordanie, en Syrie et au Liban attendent toujours la fin de leur triste sort.

Sur le terrain, poursuit M. Badji, la réalité de la situation est plutôt sombre et ne donne guère de raison de croire que l'occupation prendra fin à brève échéance. «Le processus de paix se trouve dans l'impasse», souligne-t-il. Dans le territoire même où un futur État palestinien est censé être créé, les colonies de peuplement israéliennes illégales ne cessent de se multiplier. Le refus de la Puissance occupante de mettre un terme à l'expansion des implantations est devenu un obstacle majeur à la reprise des négociations de paix, fait observer M. Badji. En outre, la construction du mur de séparation sur le territoire palestinien occupé se poursuit au mépris de l'arrêt de la Cour internationale de justice. Ce mur, auquel s'ajoutent plus de 500 points de contrôle et obstacles à la circulation en Cisjordanie, étouffe les Palestiniens dans leur vie quotidienne. De plus, les Palestiniens ont dû endurer une invasion militaire d'une rare violence qui a duré trois semaines et au cours de laquelle plus de 1400 Palestiniens - dont 1100 non-combattants - ont été tués, alors que plus de 5000 autres étaient blessés, la partie israélienne ayant pour sa part signalé 14 morts, dont 4 civils, ainsi que 182 blessés.

Le peuple palestinien a besoin de notre solidarité qu'il mérite bien, poursuit M. Badji; il la mérite d'autant plus que, sous la conduite du Président Abbas, ses dirigeants se sont engagés à réaliser leurs objectifs nationaux par la négociation pacifique. Les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien exhortent le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à continuer de faire en sorte

que l'ONU maintienne une responsabilité permanente sur la question de Palestine jusqu'à ce que cette question soit résolue dans tous ses aspects, conformément au droit international et à la légitimité internationale. «Notre solidarité à l'endroit du peuple palestinien n'est pas au détriment d'Israël. Elle n'est surtout pas un acte inamical, voire hostile à l'égard des Israéliens», assure M. Badji. «Transformons l'esprit de solidarité en une force collective capable de lever les obstacles à la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien», conclut-il dans son message.

M. BABACAR MBAYE du Sénégal a donné lecture du message transmis par le Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, qui rappelle que la question palestinienne, qui est sans aucun doute au cœur de l'instabilité au Moyen-Orient, a été l'un des principaux sujets de préoccupation de la politique internationale contemporaine. Cette année, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien intervient à un moment critique, où les espoirs de paix viable au Moyen-Orient et de solution durable à la question palestinienne semblent quelque peu éloignés. Les grandes souffrances causées aux vies civiles et les grands dommages causés aux biens durant la guerre de Gaza au début de cette année ont mis à mal la confiance entre les parties au conflit, entravant toute négociation significative à court terme. La détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés et le siège continu imposé par Israël n'ont fait qu'ajouter à la misère de la population civile et briser l'élan généré lors de récentes initiatives de paix. Pour autant, les efforts continus déployés à différents niveaux afin de raviver le dialogue entre les parties au conflit suscitent l'espoir que puisse être retrouvé le chemin vers la paix. Aussi, nous devrions véritablement apporter notre soutien en faveur d'un État de Palestine indépendant et viable qui coexiste avec l'État d'Israël en paix et en sécurité.

Les activités israéliennes illégales d'implantation de colonies, la violence des colons ainsi que la construction du mur de séparation constituent autant de menaces graves pour la viabilité et la continuité du futur État palestinien, poursuit le Président du Comité dans son message. Les mesures de sécurité prises par Israël excèdent souvent les préoccupations légitimes de sécurité, souligne-t-il. Aucune solution de paix n'est viable ni ne saurait être durable si elle ne s'inscrit pas dans un processus qui cherche à remédier à l'injustice et à accorder une égale protection et des droits égaux à tous, conclut-il.

M. SAAD ALFARARGI (Ligue des États arabes) a souligné que cette Journée internationale de solidarité se tient alors que le peuple palestinien continue de subir l'occupation et les effets de l'attaque israélienne contre Gaza. Les crimes de guerre israéliens ne doivent pas rester impunis et c'est pourquoi les Nations Unies et leurs États membres doivent assumer leurs responsabilités à cet égard, a-t-il déclaré. Les informations sont innombrables qui ont attesté des crimes de guerre commis par l'occupant israélien, a rappelé M. Alfarargi. Les pays Arabes sont toujours d'accord à l'unanimité pour mettre en œuvre l'Initiative de paix arabe, a-t-il ajouté. Il a dénoncé les mesures dilatoires et les atermoiements d'Israël qui, de plus, persiste dans sa politique de colonisation à Jérusalem-Est. M. Alfarargi a en outre souligné que la Ligue des États arabes est préoccupée par le récent recul de la position des États-Unis s'agissant de la cessation de la politique de colonisation dans les territoires occupés. Il faut désormais que s'engagent des négociations assorties d'engagements contraignants qui ne permettent pas à Israël de tergiverser, faute de quoi la région courra à la catastrophe, a conclu le représentant de la Ligue des États arabes.

Donnant lecture du message de M. Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), M. BABACAR BA a souligné que le peuple palestinien connaît aujourd'hui une escalade n'épargnant aucune des zones palestiniennes. Les violations par Israël du droit international ont redoublé de férocité dans la ville d'Al-Qods occupée, où les autorités d'occupation mènent une opération systématique de modification de l'identité arabo-islamique de la ville sainte, insiste-t-il. La réunion ministérielle élargie du Comité exécutif de l'OCI qui s'est tenue le 1er novembre dernier à Jeddah a affirmé qu'Al-Qods représente une question centrale pour la Oummah islamique toute entière et que toute atteinte à ses sanctuaires islamiques et chrétiens aura pour conséquence une dangereuse escalade dans la région. C'est pourquoi, la réunion a appelé la communauté internationale à prendre ses responsabilités quant à la préservation de l'identité historique et culturelle de la ville d'Al-Qods, souligne le Secrétaire général de l'OCI dans son message.

En plus des agressions qu'il mène dans la ville d'Al-Qods, Israël persiste dans sa politique de colonisation, de confiscation de terres palestiniennes, de construction et d'élargissement des colonies, violant ainsi sans cesse le droit international et l'avis de la Cour internationale de justice, poursuit le Secrétaire général de l'OCI. La communauté internationale devrait contraindre les responsables israéliens à lever l'embargo imposé à la bande de Gaza, ajoute-t-il. Il est temps que la justice internationale reprenne son cours et soumette Israël à la volonté internationale et aux dispositions du droit international qu'il ne cesse de violer, déclare M. Ihsanoglu. «Nous pensons que la procédure d'enquête internationale commencée par le juge Goldstone doit aboutir, pas seulement au jugement des criminels israéliens pour leurs forfaits, mais aussi à empêcher Israël

de commettre encore ce genre de crime», affirme-t-il. L'absence d'une solution juste à la question palestinienne est devenue une cause de déstabilisation de la région et une menace à la paix et à la sécurité internationales, conclut-il.

M. IHAB GAMELEDDINE (Égypte), au nom du Mouvement des pays non alignés, a rappelé que la question de la Palestine restait au cœur des problèmes du Moyen-Orient. Il a aussi rappelé que le Mouvement des pays non alignés soutient le peuple palestinien qui cherche à exercer son droit inaliénable à l'indépendance. Jusqu'à quand se réunira-t-on pour cette Journée internationale de solidarité alors que les perspectives de paix sont confrontées à des obstacles croissants, s'est interrogé le représentant? Il faut qu'Israël mette un terme à son occupation de tous les territoires occupés depuis 1967, a-t-il insisté. Il a rappelé que le Mouvement des pays non alignés condamne l'attaque perpétrée par Israël contre Gaza au début de cette année. Il s'est en outre dit convaincu que la communauté internationale ne saurait rester aveugle face à la détérioration de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Le Mouvement des pays non alignés condamne sans équivoque la campagne israélienne de colonisation, ainsi que la construction du mur et l'imposition de restrictions arbitraires et racistes à la liberté de mouvement, qui sont autant de violations graves du droit international, a-t-il ajouté. La poursuite des colonisations israéliennes porte atteinte à la continuité et à la viabilité du territoire palestinien et met donc en péril les perspectives de parvenir à une solution fondée sur deux États.

Dans un message lu par MME KHADIJA RACHIDA MSRI, le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Jean Ping, déclare que l'occasion qu'offre cette Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien est malheureusement devenue un triste moment de désolation sur le sort de tout un peuple anéanti et réduit à la dépendance même pour ses besoins les plus élémentaires. Une désolation qui trouve son explication «dans l'absence de mise en œuvre et d'action concrète pour alléger les souffrances de millions de nos semblables à l'intérieur des territoires occupés qui sont soumis tous les jours à des punitions collectives, des assassinats ciblés, une situation humanitaire détériorée et un blocage total même des services les plus vitaux». Les messages issus de cette Journée de solidarité, les décisions et résolutions du Conseil des droits de l'homme et maintes résolutions onusiennes, y compris celles du Conseil de sécurité, restent lettres mortes, rappelle M. Ping. Au stade actuel, on ne peut qu'espérer que l'adoption du rapport Goldstone par l'Assemblée générale et l'appel fait au Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, de porter ce rapport devant le Conseil de sécurité, ne subissent pas le même sort. Quant à l'impunité, ajoute-t-il, on ne peut que s'indigner devant les propos des autorités israéliennes qui ont ouvertement et publiquement affirmé qu'elles ne permettront aucune poursuite des responsables ou soldats israéliens.

M. Ping tient à confirmer que la légitimité de la lutte du peuple palestinien pour sa dignité et son autodétermination ne fait l'objet d'aucun doute en Afrique. L'Union africaine, à travers sa Commission et ses États membres, n'a cessé de réaffirmer le droit légitime du peuple palestinien de disposer de lui-même. L'Union africaine s'allie également aux efforts inlassables visant à mettre fin à la division au sein des groupes palestiniens et à renforcer l'unité nationale palestinienne afin de garantir l'unité géographique et politique des territoires palestiniens. En conclusion, M. Ping souligne que la conscience humaine impose une action concrète, rapide et consistante pour rétablir la dignité humaine en Palestine, pour protéger un peuple désarmé, affamé et malade. La communauté internationale doit fermement assumer ses responsabilités et exercer les pressions nécessaires pour amener les deux parties à se réengager dans le processus de négociation devant aboutir à un règlement définitif du conflit au Moyen-Orient.

M. MATTHIAS BURCHARD, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a donné lecture de la déclaration de la Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZayd, dans laquelle cette dernière rappelle l'impératif simple mais fondamental selon lequel la paix doit commencer avec les peuples et inclure toutes les personnes, sans distinction aucune fondée sur la race, le sexe ou la croyance. L'UNRWA fête cette année ses 60 ans et il convient de rendre hommage au travail réalisé par cet Office, souligne en outre la Commissaire générale dans son message. Elle rappelle que le premier centre de formation professionnelle pour femmes ouvert dans le monde arabe l'a été en 1962 par l'UNRWA à Ramallah. Dans le domaine de la santé, l'UNRWA est parvenu à faire chuter la mortalité infantile, souligne-t-elle également. Lors de la dernière attaque contre Gaza, l'UNRWA a continué à travailler au coude à coude auprès du peuple palestinien. Néanmoins, il ne fait aucun doute que la solution au terrible sort des Palestiniens ne pourra être trouvée que dans la création d'un État palestinien, souligne Mme AbuZayd.

MME JULIETTE SAYEGH, de la Fédération générale des femmes arabes, intervenant au nom des organisations non gouvernementales accréditées auprès du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a souligné que depuis 1947, les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions sur la question de Palestine dont on attend toujours l'application. Actuellement, les pourparlers de paix ne progressent pas et Israël pratique le fait accompli sur le terrain pour rendre totalement inapplicables les

résolutions adoptées par les Nations Unies, a-t-elle fait observer. Aussi, a-t-elle appelé les Nations Unies, les États Membres et la société civile en général à agir afin qu'il soit mis fin à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et que prévale le droit international.

M. IBRAHIM KHRAISHI (Palestine) a donné lecture d'un message de M. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, dans lequel ce dernier déclare que la question palestinienne est la seule question parmi les questions internationales à ne pas avoir trouvé de solution, ce qui a amené à conclure qu'il existe une politique de deux poids, deux mesures aux Nations Unies et que tout ce qui a trait à Israël n'est pas appliqué, Israël se situant ainsi au-dessus de la loi. Les négociations menées avec les Israéliens à Oslo en 1993 n'ont pas abouti aux solutions escomptées, à savoir l'instauration d'un État palestinien indépendant, poursuit M. Abbas dans son message. Il dénonce les crimes de guerre et contre l'humanité qui ont été commis, et qui ont été constatés par le juge Goldstone. Israël poursuit sa politique de colonisation et de judaïsation de Jérusalem, donnant ainsi une dimension religieuse grave au conflit, souligne par ailleurs M. Abbas. Il réitère toutefois son engagement en faveur d'une paix juste et durable – «à laquelle nous ne ferons jamais obstacle», ajoute-t-il. Il est temps, après des années de négociations, de parvenir à une décision qui reflète la position de tous les États du monde qui ont demandé une solution de deux États, et il est temps de mettre fin à une occupation qui dure depuis 1967, conclut-il.

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

M09019F